

Moldavie : la société civile inquiète des conséquences de la guerre

Description

L'invasion de l'Ukraine par l'armée russe le 24 février a rappelé aux Moldaves le scénario de la guerre du Dniestr en 1992, quand des séparatistes de Tiraspol, soutenus par Moscou, ont occupé la Transnistrie, une partie de la Moldavie. Conséquence de ce conflit vieux de trente ans, des troupes russes de « maintien de la paix » sont toujours stationnées sur la rive gauche du Dniestr, en territoire moldave. Cette présence militaire n'a jamais permis la mise en œuvre des accords de paix. Certains Transnistriens, ne souhaitant pas se contenter du statut de province autonome qu'ils avaient obtenu, revendiquent la reconnaissance de leur indépendance, voire leur rattachement à la Russie.

En regard de son histoire passée, la société civile moldave craint la victoire de la Russie et l'occupation de l'Ukraine. Dès le premier jour de l'offensive russe, alors que l'Assemblée votait l'entrée en vigueur de l'État d'urgence pour deux mois, une partie importante de la population s'est précipitée en panique sur les distributeurs bancaires afin de retirer de l'argent, ainsi que dans les commerces pour constituer des réserves de produits de première nécessité. Les autorités, elles, tentent de rassurer les citoyens.

Conséquence de l'État d'urgence, le pays a pu commencer à mettre en place des mesures de protection des populations réfugiées (plus de 103 000 Ukrainiens sont arrivés en Moldavie entre le 24 février et le 3 mars) notamment en installant un camp au point de passage du village de Palanca dans le district de Ètrefan Vodă. 67 centres d'accueil moldaves sont en mesure d'héberger plus de 4 000 réfugiés. Les mineurs non accompagnés ukrainiens sont accueillis dans un centre de placement temporaire créé à Cărpineni (commune de Hîncești).

Ces initiatives sont largement soutenues par l'opinion publique. Le 28 février, 1 700 Moldaves s'étaient joints volontaires pour aider (par le transport, l'hébergement, des offres de services, la fourniture de biens de première nécessité) et favoriser l'accueil de réfugiés à travers une « campagne pour la paix et la solidarité ». La somme de 10 000 euros avait également été récoltée pour couvrir les besoins des réfugiés.

Dans le même temps, le Service de renseignement et de sécurité de la République de Moldavie a mis un « code jaune » (modérateur) d'alerte terroriste. Ainsi, les mesures de contrôle ont été renforcées sur l'ensemble du territoire et l'ordre public est assuré aux points de passage frontaliers de l'État, dans les aéroports ainsi que les gares ferroviaires et routières. Les autorités vérifient par ailleurs le niveau de préparation des forces de sécurité pour faire face à des actes terroristes ou de déstabilisation. Enfin, en raison du risque de diffusion de fake-news, il a également été demandé à la population d'être vigilante et de vérifier toute information relative à la guerre russo-ukrainienne qui leur parvenait.

Sources : *IPN, DW, Replica Media.*

date de création

05/03/2022

Champs de mots

Auteur-article : Stéphane Altasserre